

Art. 3. L'insuffisance ou la diminution de capacité physique ou mentale de l'enfant d'au moins 66 % doit avoir commencé avant que l'enfant n'ait cessé d'être bénéficiaire d'allocations familiales parce qu'il a atteint la limite d'âge mentionnée à l'article 62 des lois coordonnées précitées.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1987.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Art. 3. De ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid van het kind voor ten minste 66 % moet een aanvang genomen hebben vooraleer het kind wegens het bereiken van de bij artikel 62 van voormelde samengeordende wetten bepaalde leeftijdsgrens, heeft opgehouden rechtgevend te zijn op kinderbijslag.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1987.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

COUR D'ARBITRAGE

F. 87 — 2168

Arrêt

Numéro du rôle : 38
arrêt n° 41 du 29 octobre 1987

En cause : le recours du Conseil des Ministres du 1er août 1986 en annulation partielle du décret de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents E. Gutt et J. Delva,

des juges I. Pétry, J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L.P. Suetens et H. Boel,

assistée du greffier H. Van der Zwalmen,

présidée par le président E. Gutt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par une requête du 1er août 1986 introduite à la même date, le Conseil des Ministres demande l'annulation de l'article 4, alinéa 2, 3° (« la sécurité ») du décret de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, publié au *Moniteur belge* du 15 juin 1984, et modifié par le décret de la Communauté française du 27 mars 1985, publié au *Moniteur belge* du 17 avril 1985.

II. *La procédure*

Par une ordonnance du 8 août 1986, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique précitée a été publié au *Moniteur belge* du 2 septembre 1986.

Les notifications prévues aux articles 59, § 1er et 113 de la loi organique ont été faites par lettres recommandées déposées à la poste le 2 septembre 1986 et remises aux destinataires le 3 septembre 1986.

Par ordonnances des 21 janvier et 25 juin 1987, la Cour a prorogé, respectivement jusqu'au 1er août 1987 et jusqu'au 1er février 1988, le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par une ordonnance du 5 février 1987, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

L'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire le 30 septembre 1986.

L'Exécutif régional wallon a déposé des conclusions le 19 février 1987.

Le Conseil des Ministres a déposé des conclusions le 12 mars 1987.

Par une ordonnance du 6 mai 1987, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 27 mai 1987.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de fixation par lettres recommandées déposées à la poste le 7 mai 1987 et remises aux destinataires les 8, 11 et 12 mai 1987.

A l'audience du 27 mai 1987, la Cour étant composée de ses douze membres,

— ont comparu :

Me J. Putzeys, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 18, 1000 Bruxelles;

Mes Moureaux et P. Legros, avocats du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19 AD, 1040 Bruxelles;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, avenue des Arts 13-14, 1040 Bruxelles;

— les juges-rapporteurs J. Sarot et K. Blanckaert ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

En raison de l'empêchement du juge L. De Grève, la Cour a poursuivi le délibéré, étant composée de dix membres, conformément à l'article 46, § 2, alinéa 3, de la loi organique du 28 juin 1983.

La procédure s'est déroulée conformément au prescrit des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. *En droit*1. *Objet du décret*

1.1. Le décret en cause a été adopté le 4 avril 1984 par le Conseil de la Communauté française, sanctionné et promulgué le 10 mai 1984 et publié au *Moniteur belge* du 15 juin 1984.

1.2. Le décret du 10 mai 1984, qui abroge en ce qui concerne la Communauté française la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées, a notamment pour objet de soumettre les maisons de repos pour personnes âgées à un régime d'agrément. Le décret contient des règles sur les conditions de fond et de forme de cet agrément et prévoit également un système d'autorisation de fonctionnement provisoire; il s'agit d'un décret-cadre qui donne des compétences de fixation de ces règles à l'Exécutif. Le décret précise les sanctions administratives ou pénales de la violation de ces règles et contient des dispositions relatives à la surveillance de son application et de celle de ses arrêtés d'exécution. Il se termine par deux dispositions transitoires, par l'abrogatoire et par la fixation de la date d'entrée en vigueur.

1.3. L'article 4, du décret, dont l'alinéa 2, troisième tiret (« la sécurité »), fait l'objet de la requête, est ainsi rédigé :

« Pour être agréés, les établissements visés à l'article 1er doivent satisfaire aux normes fixées par l'Exécutif après avis du Conseil consultatif du troisième âge.

Ces normes concernent notamment :

- la liberté des pensionnaires, le respect de leurs convictions et leur participation;
- la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- la sécurité;
- le nombre, la compétence et la moralité des personnes occupées dans l'établissement;
- le bâtiment;
- la comptabilité. »

Aux termes de l'article premier du décret, auquel l'article 4 précité se réfère, le décret est applicable aux « établissements d'hébergement publics ou privés, où le logement ainsi que des soins familiaux et ménagers sont fournis collectivement à des personnes âgées de 60 ans au moins, qui y résident de façon habituelle ».

L'article 14 du décret qui, selon les conclusions du requérant, déposées le 12 mars 1987, fait également l'objet du recours dispose que « la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées, modifiée par la loi du 10 mai 1967, est abrogée en ce qui concerne la Communauté française ».

2. *Au fond*

2.A.1. Le Conseil des Ministres prend un moyen unique de la violation de l'article 5, § 1er, II, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles : il conteste aux Communautés la compétence de fixer, en vue de l'agrément des structures destinées aux personnes âgées, des normes de sécurité contre l'incendie. Le requérant se fonde notamment sur les lois du 31 décembre 1963 sur la protection civile et du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions, ainsi qu'à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile dans ces mêmes circonstances, qui confirment l'unicité de la matière de la protection et de la lutte contre les incendies et les explosions. Il appuie également son moyen sur un avis du Conseil d'Etat sur une proposition de décret relatif à la sécurité contre l'incendie des logements, selon lequel « la protection et la lutte contre les incendies et les explosions est une matière en soi, qui relève d'un même législateur, le législateur national, quel que soit le contexte dans lequel elle s'inscrit ».

2.A.2. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Communauté française fonde la disposition attaquée du décret sur la compétence des Communautés en matière de politique du troisième âge et sur la jurisprudence de la Cour déduite de son arrêt rendu le 26 juin 1986 dans l'affaire n° 18.

L'Exécutif ajoute que « ce serait porter atteinte aux pouvoirs des Exécutifs communautaires si ceux-ci n'étaient pas à même de garantir le bon fonctionnement des institutions qui relèvent directement de leur compétence ».

2.A.3. Dans ses conclusions, l'Exécutif régional wallon, après avoir noté que le décret en cause conservait les principes essentiels de la loi du 12 juillet 1966 et relevé l'extension de son champ d'application ainsi que quelques règles nouvelles, fonde son argumentation sur les arrêts rendus par la Cour d'arbitrage les 26 juin et 22 octobre 1986 dans les affaires n°s 18 et 22.

Il soutient que les arrêtés de la Cour d'Arbitrage ont autorité absolue de chose jugée, sont définitifs et sans recours.

L'Exécutif conteste aux lois des 31 décembre 1963 et 30 juillet 1979 le caractère répartiteur de compétences, considère que la loi spéciale du 8 août 1980 a porté atteinte à l'économie de cette dernière loi et indique qu'aucune disposition de la Constitution ou de la loi spéciale ne réserve au législateur national la compétence de fixer en toutes matières les normes de protection et de lutte contre les incendies.

L'Exécutif, se fondant ensuite sur les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980, défend la thèse de l'interprétation large des compétences qui concernent la santé et les aides aux personnes. Il invoque également deux avis du Conseil d'Etat qui incluent les maisons de repos parmi les institutions qui peuvent être visées par la politique menée en matière de soins de santé en application de l'article 5, § 1er, I, 1^o, de la loi spéciale. Les travaux préparatoires de celle-ci sont également cités par l'Exécutif régional wallon pour donner une interprétation large de la compétence communautaire en matière de « politique du troisième âge ». Il en conclut que l'ensemble de la politique de dispensation de soins et l'ensemble de la politique du troisième âge ont été transférés aux Communautés, en ce compris tous les aspects de ces politiques que le législateur communautaire juge déterminants pour la qualité des maisons de repos et qui visent la protection des personnes âgées, ou simplement l'amélioration des conditions d'accueil.

L'Exécutif relève enfin que les normes énoncées à l'article 3 de la loi du 12 juillet 1966 sont toutes reproduites dans la liste figurant à l'article 4 du décret en cause.

2.A.4. Dans ses conclusions, le Conseil des Ministres soutient que les « matières mixtes », ayant à la fois un aspect culturel et un aspect général, échappent à la compétence communautaire et qu'a fortiori, « en matière de politique du troisième âge, comprise dans l'aide aux personnes, les Communautés ne peuvent pas être et donc ne sont pas compétentes pour fixer des normes ayant trait à la prévention des sinistres et à la lutte contre les incendies, parce que ces mesures ne contiennent pas l'aide proprement dite, mais les immeubles où cette aide est fournie ». Le Conseil des Ministres soutient que l'arrêt du 26 juin 1986 de la Cour d'arbitrage ne peut être considéré comme un précédent dans la présente affaire, cet arrêt concernant une matière culturelle, et non une matière personnalisable : comme celle-ci exige un lien à caractère personnel entre la Communauté et le destinataire du décret et que ce lien n'existe pas en matière de sécurité, le Conseil des Ministres en conclut que la partie attaquée du décret n'entre pas dans le concept d'« aide aux personnes ».

Le concluant relève également, sur la base des travaux préparatoires du décret en cause et de ceux du décret du 5 mars 1985 de la Communauté flamande, que ces textes viseraient à rendre les règles de sécurité moins sévères dans les maisons de repos; il invite d'autre part à interpréter les termes « aide aux personnes » et « politique du troisième âge » dans leur sens commun, qui ne recouvre pas la politique de prévention et de lutte contre les incendies.

Le Conseil des Ministres attire l'attention sur la situation particulière dans la région bilingue de Bruxelles-capitale où plusieurs réglementations pourraient s'appliquer, selon que les établissements concernés relèvent de l'une ou de l'autre Communauté.

Il invoque aussi le fait que les lois du 31 décembre 1963 sur la protection civile et du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ainsi qu'à l'assurance de la responsabilité civile, qui organisent la protection et la lutte contre l'incendie sous l'égide de l'Etat en confiant notamment de larges compétences au Roi, n'a pas été abrogé par la loi spéciale du 8 août 1980.

Le Conseil des Ministres termine ses conclusions en admettant que « les Communautés peuvent édicter des normes plus sévères que celles prises par l'Etat, mais non faire l'inverse ». Se basant notamment sur l'arrêt du 25 février 1986 rendu par la Cour d'arbitrage dans l'affaire n° 12, il soutient que les compétences communautaires qui pourraient directement ou indirectement être influencées par la politique globale de sécurité doivent cependant s'insérer dans la politique nationale, sans pouvoir modifier les règles de base voulues par l'Etat central.

Quant à la demande d'annulation de l'article 4, alinéa 2, troisième tiret (« la sécurité »), du décret de la Communauté française du 10 mai 1984

2.B.1. Aux termes de son article 1er, le décret du 10 mai 1984 est applicable aux « établissements d'hébergement publics ou privés, où le logement ainsi que des soins familiaux et ménagers sont fournis collectivement à des personnes âgées de 60 ans au moins qui y résident de façon habituelle ». Il résulte du texte même de cette disposition et de l'exposé des motifs du décret que le législateur décretaal a entendu réglementer l'agrément des maisons de repos ordinaires, qui n'ont pas pour activité essentielle la dispensation de soins, au sens de l'article 5, § 1er, I, 1°, de la loi spéciale. Le décret attaqué ne trouve donc pas son fondement dans cette disposition, mais dans l'article 5, § 1er, II, 5°, qui attribue aux Conseils de communauté le pouvoir de régler la politique du troisième âge.

2.B.2. L'article 59 bis, § 2 bis, de la Constitution dispose que les Conseils de communauté, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret « les matières personnalisables (...) ».

L'article 5, § 1er, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionne comme matière personnalisable visée à l'article 59 bis, § 2 bis, de la Constitution : « 5° la politique du troisième âge à l'exception de la fixation du montant minimum, des conditions d'octroi et du financement du revenu légalement garanti aux personnes âgées ».

Il faut considérer que le constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux Communautés et aux Régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées et ce, sans préjudice de leur recours, au besoin, à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il résulte de ce qui précède que l'article 59 bis, § 2 bis, de la Constitution, combiné avec l'article 5, § 1er, II, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980, a transféré aux Communautés, sous réserve des exceptions mentionnées dans la loi spéciale, l'ensemble de la politique du troisième âge, en ce compris tous les aspects de cette politique qui visent spécifiquement la protection des personnes âgées et la qualité des établissements où elles sont hébergées. Les Communautés sont dès lors compétentes pour édicter des règles spécifiques relatives à l'encadrement matériel de l'aide aux personnes âgées.

2.B.3. La politique en matière de sécurité dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées, et plus particulièrement la protection contre l'incendie, n'est pas demeurée une matière purement nationale. Elle présente, en effet, en raison des personnes qui y résident, des aspects spécifiques.

Si l'autorité nationale est compétente pour édicter des normes de base, à savoir des normes qui sont communes à une catégorie de constructions sans que soit prise en compte leur destination, les Communautés sont compétentes pour régler les aspects de sécurité qui sont spécifiques aux établissements destinés aux personnes âgées, c'est-à-dire pour adapter et compléter les normes nationales de base, sans mettre celles-ci en péril.

Les Communautés sont, en outre, compétentes pour appliquer toutes les normes en matière de sécurité, y compris les normes nationales, dans le cadre d'une politique d'agrément.

2.B.4. En disposant en termes généraux que les établissements visés à l'article premier du décret attaqué ne peuvent être agréés que s'ils satisfont aux normes de sécurité fixées par l'Exécutif, l'article 4, alinéa 2, troisième tiret, du décret du 10 mai 1984 viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions dans la mesure où il confère à l'Exécutif une habilitation illimitée pour fixer des normes de sécurité applicables à ces établissements.

Il s'ensuit que la disposition entreprise doit être annulée.

2.B.5. Afin de garantir la continuité de la politique du troisième âge, il convient de restreindre, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif de l'annulation, en application de l'article 6, deuxième alinéa, de la loi organique sur la Cour d'arbitrage et de l'article premier de la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage.

Quant à la demande d'annulation de l'article 14 du décret du 10 mai 1984

3.A. Le Conseil des Ministres demande, pour la première fois dans ses conclusions, l'annulation « par voie de conséquence » de l'article 14 du décret en cause, selon lequel « la loi du 12 juillet 1966 relativement aux maisons de repos pour personnes âgées, modifiée par la loi du 10 mai 1967, est abrogée en ce qui concerne la Communauté française ».

3.B. La Cour ne peut annuler une disposition dont — comme en l'espèce — l'annulation n'est pas demandée dans la requête introductive d'instance.

Par ces motifs,

La Cour,

annule l'article 4, alinéa 2, troisième tiret (« la sécurité »), du décret de la Communauté française du 10 mai 1984 « relatif aux maisons de repos pour personnes âgées »;

maintient les effets de la disposition annulée à l'égard de tous les agréments accordés, avant le jour de la publication du présent arrêt, sur la base du décret entrepris;

déclare irrecevable la demande d'annulation de l'article 14.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 29 octobre 1987.

Le greffier,
H. Van der Zwahlen.

Le président,
E. Gutt.

ARBITRAGEHOF

Arrest

N. 87 — 2168

Rolnummer : 38
 arrest nr. 41 van 29 oktober 1987

In zake : het beroep van de Ministerraad van 1 augustus 1986 tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 « relatif aux maisons de repos pour personnes âgées » (in verband met de rustoorden voor bejaarden).

Het Arbitragehof,

samengesteld uit :

de voorzitters E. Gutt en J. Delva,

de rechters I. Petry, J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L.P. Suetens en H. Boel,

bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,

onder voorzitterschap van de heer E. Gutt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij verzoekschrift van 1 augustus 1986, ingediend op dezelfde datum, vordert de Ministerraad de vernietiging van artikel 4, tweede lid, derde streepje (« de veiligheid ») van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 in verband met de rustoorden voor bejaarden (« relatif aux maisons de repos pour personnes âgées »), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1984, en gewijzigd door het decreet van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1985, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 april 1985.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 8 augustus 1986 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van deze organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1986.

Met toepassing van de artikelen 59, § 1, en 113 van de organieke wet zijn de kennisgevingen gedaan bij aangekende brieven ter post afgegeven op 2 september 1986 en aan de geadresseerden bezorgd op 3 september 1986.

Bij beschikkingen van 21 januari 1987 en 25 juni 1987 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen verlengd tot respectievelijk 1 augustus 1987 en 1 februari 1988.

Bij beschikking van 5 februari 1987 heeft voorzitter E. Gutt de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

De Franse Gemeenschapsexecutieve heeft een memorie ingediend op 30 september 1986.

De Waalse Gewestsexecutieve heeft een conclusie neergelegd op 19 februari 1987.

De Ministerraad heeft een conclusie neergelegd op 12 maart 1987.

Bij beschikking van 6 mei 1987 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid was om de debatten te beginnen en de dag van de terechtzitting bepaald op 27 mei 1987.

Van deze beschikking is aan de partijen kennis gegeven en van de dag van de rechtzitting zijn de partijen en hun advocaten in kennis gesteld bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 7 mei 1987 en aan de geadresseerden bezorgd op 8, 11 en 12 mei 1987.

Ter terechtzitting van 27 mei 1987, waarop het Hof was samengesteld uit zijn twaalf leden :

— zijn verschenen :

Mr. J. Putzeys, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

Mrs. S. Moursaux et P. Legros, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsexecutieve, Kunstlaan 19 AD, 1040 Brussel;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestsexecutieve, Kunstlaan 13-14, 1040 Brussel;

— hebben de rechters-verslaggevers J. Sarot en K. Blanckaert verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

Wegens de verhindering van rechter L. De Grève werd de beraadslaging door het Hof voortgezet in een samenstelling van tien leden, overeenkomstig artikel 46, § 2, derde lid, van de organieke wet van 28 juni 1983.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. *In rechte*1. *Onderwerp van het decreet*

1.1. Het bestreden decreet is op 4 april 1984 door de Franse Gemeenschapsraad aangenomen, is bekrachtigd en afgekondigd op 10 mei 1984 en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juni 1984.

1.2. Het decreet van 10 mei 1984, dat wat de Franse Gemeenschap betreft de wet van 12 juli 1968 op de rustoorden voor bejaarden opheft, heeft met name tot doel de rustoorden voor bejaarden aan een erkenningsregime te onderwerpen. Het decreet bevat regels voor de grond- en vormvoorwaarden van die erkenning en voorziet ook in een voorlopige werkingsvergunning; het gaat om een kaderdecreet dat aan de Executieve bevoegdheden geeft voor het vaststellen van die regels. Het decreet bepaalt de administratieve of strafrechtelijke sancties bij schending van die regels en bevat bepalingen betreffende het toezicht op de toepassing ervan en van de uitvoeringsbesluiten. Het bevat tot slot twee overgangsbepalingen, een opheffingsbepaling en de bepaling van de datum van inwerkingtreding.

1.3. Artikel 4 van het decreet, waarvan het tweede lid, derde streepje (« de veiligheid ») in het verzoekschrift is aangevochten, luidt als volgt :

« Om erkend te worden moeten in artikel 1 bedoelde inrichtingen voldoen aan de door de Executieve vastgestelde normen, nadat het advies van de Raad van Advies van de Derde Leeftijd is ingewonnen.

Die normen hebben onder meer betrekking op :

- de vrijheid van de opgenomen personen, de eerbiediging van hun overtuiging en hun deelneming;
- de voeding, de hygiëne en de zorg voor de gezondheid;
- de veiligheid;
- het aantal, de bekwaamheid en de moraliteit van de personen werkzaam in de inrichting;
- het gebouw;
- de boekhouding ».

Naar luid van artikel 1, waarnaar voormeld artikel 4 verwijst, is het decreet van toepassing op « de publieke of private verblijfsinrichtingen, waar de huisvesting evenals de huishoudelijke- en gezinsverzorging gezamenlijk worden verschaft aan personen van 60 jaar of ouder, die er op duurzame wijze verblijven ».

Artikel 14 van het decreet, dat volgens de door verzoeker op 12 maart 1987 ingediende conclusie ook onderwerp van het verzoekschrift is, bepaalt dat « de wet van 12 juli 1966 betreffende de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd door de wet van 10 mei 1967, voor wat betreft de Franse Gemeenschap, wordt ingetrokken ».

2. Ten gronde

2.A.1. De Ministerraad voert als enig middel de schending aan van artikel 5, § 1, II, 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen : hij betwist dat de Gemeenschappen de bevoegdheid zouden hebben om, met het oog op de erkenning van inrichtingen voor bejaarden, veiligheidsnormen tegen brand uit te vaardigen. Verzoeker baseert zich met name op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid in dergelijke gevallen, die de eenheid van de materie van de beveiliging en de strijd tegen brand en ontploffing bevestigen. Het middel steunt ook op een advies van de Raad van State over een voorstel van decreet « relatif à la sécurité contre l'incendie des logements », naar luid waarvan « de beveiliging en de strijd tegen brand en ontploffing een aangelegenheid op zichzelf is, die tot de bevoegdheid van een zelfde wetgever, de nationale wetgever, behoort, ongeacht de context waarin ze zich voordoet ».

2.A.2. In haar memorie betoogt de Franse Gemeenschapsexecutieve dat de aangevochten bepaling van het decreet steun vindt in de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake bejaardenbeleid en in de rechtspraak van het Hof in het arrest van 26 juni 1986 betreffende de zaak met rolnummer 18.

De Executieve voegt eraan toe dat « aan de bevoegdheden van de Gemeenschapsexecutieven afbreuk zou worden gedaan, mochten de Executieven niet bij machte zijn de goede werking te waarborgen van de instellingen die rechtstreeks tot hun bevoegdheid behoren ».

2.A.3. Na in haar conclusie te hebben vastgesteld dat de essentiële beginselen van de wet van 12 juli 1966 in het decreet behouden blijven, dat het toepassingsgebied van die wet wordt uitgebreid en dat er enkele nieuwe regels zijn, bouwt de Waalse Gewestexecutieve haar argumentatie op aan de hand van de arresten van het Arbitragehof die op 26 juni en 22 oktober 1986 werden gewezen in de zaken met rolnummers 18 en 22.

De Executieve houdt staande dat arresten van het Arbitragehof een absoluut gezag van gewijsde hebben, definitief zijn en niet vatbaar voor beroep.

De Executieve betwist dat de wetten van 31 december 1963 en 30 juli 1979 een bevoegdheidsverdelend karakter hebben; ze is van mening dat de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de economie van de wet van 30 juli 1979 heeft aangetast en dat geen enkele bepaling van de Grondwet of van de bijzondere wet aan de nationale wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om in alle aangelegenheden de normen van de beveiliging en van de brandbestrijding vast te stellen.

Daarna steunend op de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, verdedigt de Executieve de stelling van de ruime interpretatie van de bevoegdheden inzake de gezondheid en de bijstand aan personen. Ze voert ook twee adviezen van de Raad van State aan volgens welke de rustoorden behoren tot de inrichtingen die kunnen beoogd worden door het beleid inzake zorgenverstreking met toepassing van artikel 5, § 1, I, 1^o, van de bijzondere wet. De Waalse Gewestexecutieve vermeldt tevens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet om een ruime interpretatie te geven van de gemeenschapsbevoegdheid inzake het « bejaardenbeleid ». Zij besluit daaruit dat het hele beleid betreffende de zorgenverstreking en het hele bejaardenbeleid, met inbegrip van alle aspecten van het beleid die de gemeenschapswetgever bepalend vindt voor de kwaliteit van de rustoorden en die de beveiliging van bejaarden of gewoon de verbetering van de opvangvoorwaarden beogen, naar de Gemeenschappen zijn overgeheveld.

Tot slot merkt de Executieve op dat de in artikel 3 van de wet van 12 juli 1966 opgenoemde normen alle weergegeven zijn in de lijst die voorkomt in artikel 4 van het aangevochten decreet.

2.A.4. Bij conclusie betoogt de Ministerraad dat de « gemengde materies », die tegelijkertijd een cultureel en een algemeen aspect hebben, niet tot de gemeenschapsbevoegdheid behoren en dat a fortiori de Gemeenschappen inzake het bejaardenbeleid, dat tot de bijstand aan personen behoort, niet bevoegd kunnen zijn en het dus ook niet zijn om normen vast te stellen die betrekking hebben op de preventie van schadegevallen en de brandbestrijding, omdat die maatregelen niet de eigenlijke bijstand beheizen maar wel de gebouwen waar die hulp wordt geboden. De Ministerraad doet gelden dat het arrest van het Arbitragehof van 26 juni 1986 in onderhavige zaak niet als een precedent kan worden beschouwd, aangezien dat arrest betrekking heeft op een culturele aangelegenheid en niet op een persoonsgebonden aangelegenheid : aangezien een persoonsgebonden aangelegenheid een persoonlijke band vereist tussen de Gemeenschap en degene voor wie het decreet bestemd is, en aangezien die band in de aangelegenheid van de veiligheid niet bestaat, besluit de Ministerraad dat het aangevochten gedeelte van het decreet niet valt onder het begrip « bijstand aan personen ».

Conclusienemer voert ook aan, op basis van de parlementaire voorbereiding van dat decreet en van het decreet van 5 maart 1985 van de Vlaamse Gemeenschap, dat die teksten erop gericht zouden zijn de veiligheidsvoorschriften in de rustoorden minder streng te maken; hij vraagt voorts de termen « bijstand aan personen » en « bejaardenbeleid » in hun gewone betekenis te interpreteren, die niet het brandpreventie- en brandbestrijdingsbeleid omvat.

De Ministerraad vestigt de aandacht op de bijzondere toestand in het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad, waar verschillende reglementeringen van toepassing zouden kunnen zijn, naargelang de betrokken inrichtingen onder de ene of de andere Gemeenschap ressorteren.

Hij voert ook aan dat de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en de wet van 30 juli 1979 betreffende de preventie van brand en ontploffing en betreffende de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, die de brandbeveiliging en de brandbestrijding onder het toezicht van de Staat organiseren door aan de Koning ruime bevoegdheden toe te kennen, niet door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn opgeheven.

De Ministerraad besluit zijn conclusie met toe te geven dat « de Gemeenschappen normen mogen uitvaardigen die strenger zijn dan die welke de Staat vaststelt, maar niet omgekeerd te werk mogen gaan ». Hij baseert zich met name op het arrest van het Arbitragehof van 25 februari 1986 in zaak met rolnummer 12, en beweert dat de bevoegdheden van de Gemeenschappen, die rechtstreeks of onrechtstreeks zouden kunnen worden beïnvloed door het globale veiligheidsbeleid, in de lijn moeten liggen van het nationale beleid, zonder te raken aan de door de centrale Staat gewilde basisregels.

Ten aanzien van de vordering tot vernietiging van artikel 4, tweede lid, derde streepje (« de veiligheid »), van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984

2.B1. Het decreet van 10 mei 1984 is luidens artikel 1 ervan van toepassing op alle « publieke of private verblijfsinrichtingen, waar de huisvesting evenals de huishoudelijke en gezinsverzorging gezamenlijk worden verschaft aan personen van 60 jaar of ouder, die er op duurzame wijze verblijven ». Uit de tekst zelf van die bepaling en uit de memorie van toelichting van het decreet volgt dat de decreetgever de erkenning van de gewone rusthuizen heeft willen regelen, die niet de zorgenverstrekking, in de zin van artikel 5, § 1, I, 1^o, van de bijzondere wet, tot voornaamste activiteit hebben. Het aangevochten decreet vindt dus zijn grondslag niet in die bepaling maar in artikel 5, § 1, II, 5^o, dat aan de Gemeenschapsraden de bevoegdheid toekent om het bejaardenbeleid te regelen.

2.B2. Luidens artikel 59bis, § 2bis van de Grondwet regelen de Gemeenschapsraden, ieder wat hem betreft, bij decreet « de persoonsgebonden aangelegenheden (...) ».

Artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vermeldt onder de persoonsgebonden aangelegenheden bedoeld in artikel 59bis, § 2bis van de Grondwet: « 5^o het bejaardenbeleid met uitzondering van de vaststelling van het minimumbedrag van de toekenningsvoorwaarden en van de financiering van het wettelijk gewaarborgd inkomen voor bejaarden. »

Voor zover zij er niet anders over hebben beschikt, moeten de Grondwetgever en de bijzondere wetgever worden geacht aan de Gemeenschappen en de Gewesten volledige bevoegdheid te hebben toegekend tot het uitvaardigen van de regels die eigen zijn aan de hun toegewezen aangelegenheden, en zulks onverminderd de mogelijkheid om desnoods beroep te doen op artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Uit het voorgaande volgt dat artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, samen gelezen met artikel 5, § 1, II, 5^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, onder voorbehoud van de in de bijzondere wet vermelde uitzonderingen, het gehele bejaardenbeleid aan de Gemeenschappen heeft overgedragen, met inbegrip van alle aspecten van dit beleid die specifiek de bescherming van de bejaarden en de kwaliteit van de verblijfsinrichtingen op het oog hebben. De Gemeenschappen zijn bijgevolg bevoegd om specifieke regels uit te vaardigen betreffende de materiële omkadering van de bejaardenzorg.

2.B3. Het beleid met betrekking tot de veiligheid van de verblijfsinrichtingen, en meer bepaald de brandbeveiliging, is geen zuiver nationale aangelegenheid gebleven. Dit beleid vertoont immers, omwille van de eigen kenmerken van de personen die erin verblijven, specifieke aspecten.

Is de nationale overheid bevoegd om basisnormen uit te vaardigen, d.w.z. normen die gemeen zijn aan een categorie van constructies zonder dat daarbij in acht wordt genomen welke de bestemming ervan is, zijn de Gemeenschappen bevoegd tot het regelen van de specifieke veiligheidsaspecten van de verblijfsinrichtingen, met name door de nationale basisnormen aan te passen en aan te vullen, zonder die aan te tasten.

De Gemeenschappen zijn verder bevoegd om alle normen inzake veiligheid, met inbegrip van de nationale, toe te passen in het kader van een erkenningsbeleid.

2.B4. Door in algemene termen te bepalen dat de in artikel 1 van het aangevochten decreet bedoelde inrichtingen slechts kunnen worden erkend als ze voldoen aan de door de Executieve gestelde veiligheidsnormen, schendt artikel 4, tweede lid, derde streepje, van het decreet van 10 mei 1984 de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in de mate dat aan de Executieve in onbegrensde delegatie wordt gegeven tot het vaststellen van veiligheidsnormen voor bedoelde inrichtingen.

Uit het voorgaande volgt dat de aangevochten bepaling dient te worden vernietigd.

2.B5. Om de continuïteit van het bejaardenbeleid te waarborgen, is het aangewezen om, met toepassing van artikel 6, tweede lid, van de organieke wet op het Arbitragehof en van artikel 1 van de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigde arresten, bij wege van algemene beschikking de terugwerking van de vernietiging te beperken.

Ten aanzien van de vordering tot vernietiging van artikel 14 van het decreet van 10 mei 1984

3.A. De Ministerraad vordert voor het eerst in zijn conclusies de vernietiging, « dientengevolge », van artikel 14 van het aangevochten decreet, dat bepaalt dat « de wet van 12 juli 1966 betreffende de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd door de wet van 10 mei 1967, voor wat betreft de Franse Gemeenschap (wordt) ingetrokken ».

3.B. Het Hof kan een bepaling, waarvan — zoals in onderhavige zaak — de vernietiging niet in het inleidend verzoekschrift is gevorderd, niet vernietigen.

Om deze redenen,

Het Hof,

vernietigt artikel 4, tweede lid, derde streepje « la sécurité » (de veiligheid), van het decreet van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 « relatif aux maisons de repos pour personnes âgées » (in verband met de rustoorden voor bejaarden);

handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling ten aanzien van alle vóór de dag van de bekendmaking van dit arrest op grond van het bestreden decreet verleende erkenningen;

verklaart het verzoek tot vernietiging van artikel 14 van het decreet van 10 mei 1984 niet ontvankelijk.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 29 oktober 1987.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
E. Gutt.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 87 — 2168

Urteil

Geschäftsverzeichnisnummer : 38
Urteil Nr. 41 vom 29. Oktober 1987

In Sachen : Klage des Ministerrats vom 1. August 1986 auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Mai 1984 bezüglich der Altersheime (« relatif aux maisons de repos pour personnes âgées ») :

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus :

den Vorsitzenden E. Gutt und J. Deiva,
den Richtern I. Petry, J. Sarot, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, K. Blanckaert, L.P. Suetens und H. Boel,
unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,
unter dem Vorsitz von Herrn E. Gutt,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. *Gegenstand der Klage*

Mit der Klageschrift vom 1. August 1986, am selben Tag eingereicht, erhebt der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 4, Absatz 2, Strich 3 (« die Sicherheit ») des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Mai 1984 bezüglich der Altersheime (« relatif aux maisons de repos pour personnes âgées »), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Juni 1984, und abgeändert durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 27. März 1985, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. April 1985.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 8. August 1986 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung designiert.

Die durch Artikel 58 dieses organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. September 1986.

Die durch die Artikel 59, § 1 und 113 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Benachrichtigungen erfolgten mit Einschreibebriefen, die am 2. September 1986 bei der Post aufgegeben und am 3. September 1986 den Adressaten zugestellt wurden.

Durch Anordnungen vom 21. Januar 1987 und 25. Juni 1987 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 1. August 1987 bzw. 1. Februar 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 5. Februar 1987 hat der Vorsitzende E. Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Am 30. September 1986 hat die Französische Gemeinschaftsexekutive einen Schriftsatz eingereicht.

Am 19. Februar 1987 hat die Wallonische Regionalexekutive Anträge gestellt.

Am 12. März 1987 hat der Ministerrat Anträge gestellt.

Durch Anordnung vom 6. Mai 1987 hat der Hof die Rechtssache für spruchreif erklärt und die Sitzung auf den 27. Mai 1987 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie deren Rechtsanwälte mit Einschreibebriefen, welche am 7. Mai 1987 bei der Post aufgegeben und am 8., 11. bzw. 12. Mai 1987 den Adressaten zugestellt worden sind, über die Terminfestsetzung informiert wurden.

In der Sitzung vom 27. Mai 1987, wobei sich der Hof aus seinen zwölf Mitgliedern zusammensetzte,

— sind erschienen :

RA J. Putzeys, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

RA S. Moureaux und P. Legros, in Brüssel zugelassene Anwälte, für die Französische Gemeinschaftsexekutive, avenue des Arts 19 AD, 1040 Brüssel;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, avenue des Arts 13-14, 1040 Brüssel;

— haben die referierenden Richter J. Sarot und K. Blanckaert Bericht erstattet;

— wurden die vorerwähnten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Wegen Verhinderung des Richters L. De Grève wurde die Beratung durch den Hof gemäss Artikel 46, § 2, Absatz 3 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 in einer Besetzung mit zehn Mitgliedern fortgeführt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*1. *Gegenstand des Dekrets*

1.1. Das angefochtene Dekret wurde am 4. April 1984 vom Französischen Gemeinschaftsrat verabschiedet, am 10. Mai 1984 sanktioniert und verkündet und am 15. Juni 1984 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

1.2. Das Dekret vom 10. Mai 1984, das für dasjenige, was die Französische Gemeinschaft anbetrifft, das Gesetz vom 12. Juli 1966 bezüglich der Altersheime ausser Kraft setzt, hat namentlich zum Ziel, die Altersheime einem Anerkennungssystem zu unterwerfen. Das Dekret enthält Regeln für Sach- und Formbedingungen dieser Anerkennung und sieht auch eine vorläufige Betriebsgenehmigung vor; es handelt sich um ein Rahmendekret, das der Exekutive weitgehende Befugnisse für die Festlegung dieser Regeln verleiht. Das Dekret bestimmt die Verwaltungs- und Strafsanktionen bei Verletzung dieser Regeln und enthält Bestimmungen bezüglich der Überwachung seiner Anwendung und Durchführungserlasse. Es enthält schliesslich zwei Übergangsbestimmungen, eine Aufhebungsbestimmung und die Festlegung des Tags des Inkrafttretens.

1.3. Artikel 4 des Dekrets, dessen Absatz 2, Strich 3 (« die Sicherheit ») in der Klageschrift angefochten wird, lautet wie folgt :

« Um anerkannt zu werden, müssen die in Artikel 1 bezeichneten Einrichtungen den nach vom beratenden Ausschuss für Betagte abgegebenen Stellungnahme von der Exekutive festgelegten Normen entsprechen.

Diese Normen beziehen sich unter anderem auf :

- die Freiheit der betreuten Personen, die Achtung vor ihren Überzeugungen und ihre Muttersprache;
- die Ernährung, Hygiene und Gesundheitspflege;
- die Sicherheit;
- die Zahl, Kompetenz und Moral der in der Einrichtung beschäftigten Personen;
- das Gebäude;
- die Buchhaltung ».

Laut Artikel 1, auf den besagter Artikel 4 verweist, ist das Dekret anwendbar auf « die öffentlichen oder privaten Beherbergungseinrichtungen, in denen Personen ab 60 Jahren, die dort ständig wohnen, Unterkunft sowie Haushalts- und Familienpflege gemeinsam verschafft werden ».

Artikel 14 des Dekrets, der den am 12. März 1987 vom Kläger eingereichten Anträgen zufolge auch Gegenstand der Klageschrift sei, bestimmt, dass « das Gesetz vom 12. Juli 1966 bezüglich der Altersheime, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Mai 1987, für das, was die Französische Gemeinschaft anbetrifft, aufgehoben wird ».

2. Bezüglich der Sache selbst

2.A.1. Als einzigen Klagegrund führt der Ministerrat die Verletzung von Artikel 5, § 1, II, 5^o, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an. Er streitet den Gemeinschaften die Zuständigkeit ab, im Hinblick auf die Anerkennung von Einrichtungen für Betagte Feuerschutznormen festzulegen. Dabei stützt er sich namentlich auf das Zivilschutzgesetz vom 31. Dezember 1963 und auf das Gesetz vom 30. Juli 1979 bezüglich des Feuer- und Explosionsschutzes sowie der entsprechenden Haftpflichtversicherung, welche die Einheit der Angelegenheit des Schutzes und der Bekämpfung von Feuer und Explosionen bestätigen. Der Klagegrund basiert ebenfalls auf einer Stellungnahme des Staatsrats über einen Dekretvorschlag « relatif à la sécurité contre l'incendie des logements » (bezüglich des Feuerschutzes in Wohnungen), laut welcher « Schutz und Bekämpfung von Feuer und Explosionen eine Angelegenheit an sich sind, die ungeachtet ihres Kontextes zum Zuständigkeitsbereich eines einzigen Normgebers — des nationalen Gesetzgebers — gehört ».

2.A.2. In ihrem Schriftsatz gründet die Französische Gemeinschaftsexekutive die angefochtene Bestimmung des Dekrets auf die Zuständigkeit der Gemeinschaften hinsichtlich der Alterspolitik sowie auf die Rechtsprechung des Hofes in dessen Urteil vom 26. Juni 1986 in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnissnummer 18.

Die Exekutive fügt hinzu, dass « den Befugnissen der Gemeinschaftsexekutiven Abbruch getan würde, wenn die Exekutiven nicht in der Lage wären, das ordnungsgemäße Funktionieren der Einrichtungen, die unmittelbar in ihre Zuständigkeit fallen, zu sichern ».

2.A.3. Nachdem die Wallonische Regionalexekutive in ihren Anträgen festgestellt hat, dass die wesentlichen Grundsätze des Gesetzes vom 12. Juli 1966 im Dekret erhalten geblieben seien, dass der Anwendungsbereich dieses Gesetzes erweitert und einige neue Vorschriften hinzugefügt worden seien, gründet sie ihre Argumentation auf die Urteile des Schiedsgerichtshofes vom 26. Juni und 22. Oktober 1986 in den Rechtssachen mit Geschäftsverzeichnissnummern 18 bzw. 22.

Die Exekutive führt an, dass Urteile des Schiedsgerichtshofes absolute Rechtskraft hätten, endgültig und nicht berufungsfähig seien.

Die Exekutive bestreitet den zuständigkeitsverteilenden Charakter der Gesetze vom 31. Dezember 1963 und 30. Juli 1979. Sie ist der Meinung, dass das Sondergesetz vom 8. August 1980 den Aufbau des Gesetzes vom 30. Juli 1979 beeinträchtigt habe und keine einzige Bestimmung der Verfassung oder des Sondergesetzes dem nationalen Gesetzgeber die Zuständigkeit vorbehalte, in allen Angelegenheiten die Feuerschutz- und -bekämpfungsnormen festzulegen.

Ferner stützt sich die Exekutive auf die parlamentarische Vorbereitung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 und verteidigt die These der weiten Auslegung der Zuständigkeiten in bezug auf Gesundheitswesen und Fürsorge. Sie führt ebenfalls zwei Stellungnahmen des Staatsrats an, nach welchen die Altersheime zu jenen Einrichtungen gehörten, die in Anwendung von Artikel 5, § 1, 1^o des Sondergesetzes durch die Gesundheitsfürsorgepolitik bezweckt werden könnten. Die Wallonische Regionalexekutive zitiert ebenfalls die parlamentarische Vorbereitung des Sondergesetzes, um die Gemeinschaftskompetenz in bezug auf die « Alterspolitik » im weiten Sinne auszulegen. Sie schliesst daraus, dass die gesamte Gesundheitsfürsorgepolitik und die gesamte Alterspolitik einschliesslich all deren Aspekte, die der Gemeinschaftsdekretgeber als entscheidend für die Qualität der Altersheime erachte, und die den Schutz der Betagten oder bloss die Verbesserung der Betreuungsbedingungen bezweckten, den Gemeinschaften übertragen worden seien.

Die Exekutive weist schliesslich darauf hin, dass die in Artikel 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1966 aufgeführten Normen alle in einer Liste aufgezählt worden seien, die in Artikel 4 des angefochtenen Dekrets enthalten sei.

2.A.4. In seinen Anträgen behauptet der Ministerrat, dass die « gemischten Angelegenheiten », die sowohl einen kulturellen als einen allgemeinen Aspekt hätten, nicht in die Gemeinschaftszuständigkeit fielen, und dass zwangsläufig die Gemeinschaften in bezug auf die Alterspolitik, die zur Fürsorge gehöre, nicht zuständig sein könnten und folglich nicht zuständig seien, Schadensverhütungs- und Feuerbekämpfungsnormen festzulegen, weil diese Massnahmen nicht die eigentliche Fürsorge umfassten sondern vielmehr die Gebäude, in denen die Hilfe geleistet werde. Der Ministerrat behauptet, dass das Urteil des Schiedsgerichtshofes vom 26. Juni 1986 in vorliegender Sache nicht als Präzedenzfall betrachtet werden könne, da sich dieses Urteil auf eine kulturelle, nicht personengebundene Angelegenheit beziehe; da eine personengebundene Angelegenheit eine persönliche Bindung zwischen der Gemeinschaft und demjenigen, für den das Dekret bestimmt sei, voraussetze, und da diese Bindung in der Angelegenheit der Sicherheit nicht gegeben sei, konkludiert der Ministerrat, dass der angefochtene Teil des Dekrets nicht unter den Begriff der « Fürsorge » falle.

Der Antragsteller führt auf Grund der parlamentarischen Vorbereitung dieses Dekrets sowie des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 5. März 1985 ausserdem an, dass diese Texte darauf abzielten, die Sicherheitsvorschriften in den Altersheimen weniger streng zu machen; er ersucht ferner, die Ausdrücke « Fürsorge » und « Alterspolitik » in ihrem üblichen Sinne auszulegen, der nicht die Feuerschutz- und -bekämpfungspolitik umfasse.

Der Ministerrat weist auf die besondere Lage in der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt hin, wo unterschiedliche Ordnungen anwendbar sein könnten, je nach der Gemeinschaft, von der die betroffenen Einrichtungen abhängen.

Es macht auch geltend, dass das Zivilschutzgesetz vom 31. Dezember 1963 und das Gesetz vom 30. Juli 1979 bezüglich des Feuer- und Explosionsschutzes sowie der entsprechenden Haftpflichtversicherung, die den Feuerschutz und die Feuerbekämpfung unter staatlicher Aufsicht organisierten, wobei dem König weitgehende Kompetenzen zuerkannt worden seien, nicht durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 ausser Kraft gesetzt worden seien.

Zum Abschluss seiner Anträge räumt der Ministerrat ein, dass « die Gemeinschaften zwar strengere Normen verabschieden dürfen als diejenigen, die der Staat festlegt, nicht aber umgekehrt vorgehen dürfen ». Er stützt sich namentlich auf das Urteil des Schiedsgerichtshofes vom 25. Februar 1986 in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 12 und behauptet, dass die Gemeinschaftszuständigkeiten, die durch die gesamte Sicherheitspolitik mittelbar oder unmittelbar beeinflusst werden könnten, im Einklang mit der nationalen Politik sein müssten, ohne dass die vom Zentralstaat gewollten Grundregeln beeinträchtigt würden.

Bezüglich der Klage auf Nichtigkeitserklärung von Artikel 4, Absatz 2, Strich 3 (« die Sicherheit »), des Dekrets der französischen Gemeinschaft vom 10. Mai 1984

2.B.1. Das Dekret vom 10. Mai 1984 ist laut seinem Artikel 1 auf alle « öffentlichen oder privaten Beherbergungseinrichtungen, in denen Personen ab 60 Jahren, die dort ständig wohnen, Unterkunft sowie Haushalts- und Familienpflege gemeinsam verschafft werden ». Aus dem Wortlaut dieser Bestimmung selbst und aus der Begründung des Dekrets geht hervor, dass der Dekretgeber die Anerkennung der einfachen Altersheime hat regeln wollen, die nicht die Gesundheitsfürsorge im Sinne des Artikels 5, § 1, I, 1^o des Sondergesetzes als Haupttätigkeit haben. Das angefochtene Dekret findet sein Fundament also nicht in dieser Bestimmung, sondern in Artikel 5, § 1, II, 5^o, der den Gemeinschaftsräten die Zuständigkeit verleiht, die Alterspolitik zu regeln.

2.B.2. Laut Artikel 59bis, § 2bis der Verfassung regeln die Gemeinschaftsräte — jeder für seinen Bereich — das Dekret « die personengebundenen Angelegenheiten (...) ».

Artikel 5, § 1, II, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt unter den in Artikel 59bis, § 2bis der Verfassung bezeichneten personengebundenen Angelegenheiten : « 5^o die Alterspolitik mit Ausnahme der Festsetzung des Mindestbetrags, der Anerkennungsbedingungen und der Finanzierung des gesetzlich garantierten Einkommens für Betagte ».

Insofern sie nichts anderes bestimmt haben, muss davon ausgegangen werden, dass der Verfassungs- und der Sondergesetzgeber den Gemeinschaften und Regionen die uneingeschränkte Zuständigkeit verliehen haben, die Regeln zu verabschieden, welche den ihnen zugewiesenen Angelegenheiten eigen sind, und zwar unbeschadet des etwaigen Rückgriffs auf Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass Artikel 59bis, § 2bis, der Verfassung, zusammen gelesen mit Artikel 5, § 1, II, 5^o, des Sondergesetzes vom 8. August 1980, unter Vorbehalt der im Sondergesetz erwähnten Ausnahmen, die gesamte Alterspolitik den Gemeinschaften übertragen hat, und zwar einschliesslich aller Aspekte dieser Politik, die sich spezifisch auf den Schutz der Betagten und die Qualität der Einrichtungen für Betagte beziehen. Die Gemeinschaften sind demzufolge zuständig, spezifische Regeln bezüglich der materiellen Umrahmung der Altersfürsorge zu verabschieden.

2.B.3. Die Politik hinsichtlich der Sicherheit der Beherbergungseinrichtungen für Betagte und insbesondere des Feuerschutzes ist keine rein nationale Angelegenheit geblieben. Diese Politik weist nämlich wegen der eigenen Beschaffenheit der darin betreuten Personen spezifische Aspekte auf.

Ist die nationale Obrigkeit zuständig für die Verabschiedung von Grundnormen, d.h. Normen, die einer Kategorie von Bauten gemein sind, ohne dass dessen Verwendungszweck dabei berücksichtigt wird, so sind die Gemeinschaften nichtsdestoweniger zuständig für das Regeln der spezifischen Sicherheitsaspekte der Einrichtungen für Betagte, namentlich indem sie die nationalen Grundnormen anpassen und ergänzen, ohne ihnen Abruch zu tun.

Die Gemeinschaften sind ferner dafür zuständig, alle — auch die nationalen — Sicherheitsnormen im Rahmen einer Anerkennungspolitik anzuwenden.

2.B.4. Indem Artikel 4, Absatz 2, Strich 3, des Dekrets vom 10. Mai 1984 allgemein besagt, dass die in Artikel 1 des angefochtenen Dekrets bezeichneten Einrichtungen nur dann anerkannt werden dürfen, wenn sie den von der Exekutive festgelegten Sicherheitsnormen entsprechen, verletzt er die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln insofern, als der Exekutive eine uneingeschränkte Delegation erteilt wird, Sicherheitsnormen für besagte Einrichtungen festzulegen.

Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die angefochtene Bestimmung für nichtig erklärt werden muss.

2.B.5. Um die Kontinuität der Alterspolitik zu gewährleisten, ist es angebracht, in Anwendung von Artikel 6, Absatz 2, des organisierenden Gesetzes über den Schiedsgerichtshof und Artikel 1 des Gesetzes vom 10. Mai 1985 bezüglich der Folgen der vom Schiedsgerichtshof verkündeten Urteile die Rückwirkung der Nichtigkeitserklärung durch allgemeine Verfügung einzuschränken.

Bezüglich der Klage auf Nichtigkeitserklärung von Artikel 14 des Dekrets vom 10. Mai 1984

3.A. Der Ministerrat fordert zum ersten Mal in seinen Anträgen die Nichtigkeitserklärung « infolgedessen » von Artikel 14 des angefochtenen Dekrets, der bestimmt, dass « das Gesetz vom 12. Juli 1986 bezüglich der Altersheime, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Mai 1987, für das, was die Französische Gemeinschaft anbetrifft, aufgehoben wird ».

3.B. Der Hof kann eine Bestimmung, deren Nichtigkeitserklärung — so wie in vorliegender Sache — nicht in der einleitenden Klageschrift beantragt wird, nicht für nichtig erklären.

Aus diesen Gründen :

Der Hof,

erklärt Artikel 4, Absatz 2, Strich 3, « la sécurité » (« die Sicherheit ») des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 10. Mai 1984 bezüglich der Altersheime (« relatif aux maisons de repos pour personnes âgées ») für nichtig;

hält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung angesichts aller vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund des angefochtenen Dekrets verliehenen Anerkennungen aufrecht;

erklärt den Antrag auf Nichtigkeitserklärung von Artikel 14 des Dekrets vom 10. Mai 1984 für unzulässig.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 29. Oktober 1987.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
E. Gutt.